

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°24 - VENDREDI 6 FÉVRIER 2009

LE MERLE MOQUEUR

Cessons avec ces gouvernements qui gouvernent avec des chiffres, et promouvons ceux qui gouvernent avec des lettres. Cessons ces médias qui communiquent avec des chiffres, en indiquant le plus sérieusement du monde, comme une certitude, comme un fait journalistique, c'est-à-dire peu ou prou comme une vérité, qu'une manifestation a pu attirer entre 1 million et 2,5 millions de personnes, sans même rire de soi, ni se cracher ou pleurer sur soi... Cessons, cessons immédiatement avec des pensées, des Présidents de la République, des syndicats, et même – cela, hélas, se trouve – des partis qui mettent les chiffres au-dessus des lettres, et nous serons heureux. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

- [Un message clair](#)
- [Ce qui rassemble est plus fort que ce qui sépare](#)
- [La fédération aux congressistes du PG](#)
- [Communiqué commun : un message clair](#)
- [«Inservitude»](#)
- [La nuit sécuritaire](#)
- [Après la nuit de Bicêtre, les ténèbres d'Anthony](#)

Investissons...

Il m'est arrivé de prêter l'oreille à un sourd... Il n'entendait pas mieux ! Cet aphorisme de Raymond Devos se... prête assez bien à la prestation de Nicolas Sarkozy. Jouant encore une fois à domicile, il a manié tous les artifices, le bluff, l'amnésie, le rideau de fumée, la surprise feinte, l'indignation, le dégageement en touche, le joker, l'effet d'annonce, le coup du « bout du tunnel », le menu à la carte et même la morale.

Les Français sont inquiets, mécontents, impatients, c'est normal. Je suis critiqué, c'est normal... Cela commençait trop bien... La suite est impayable (effectivement !) : « *Je dois faire en sorte que la France entre le plus tard possible dans la crise et en sorte le plus vite.* »

L'argent prêté aux banques n'aurait pas coûté un euro ! Et les 10 milliards pour Dexia ? Les 25 milliards prêtés vont en rapporter 1,4 qui seront affectés « *à des mesures sociales... à la fin de l'année* ». Et pour tout de suite, pour tous ceux qui se privent de repas, de soins, qui sont privés d'emploi ? Et la hausse du SMIC et des bas salaires ? Pas de chances pour eux... Le SMIC ne concerne que 17 % des salariés, « *ça en laisserait 83 % de côté* » ! Pour le concret et l'immédiat, on repassera. Faut sauver les meubles...

Premier lapin sorti du chapeau : on va causer à partir du 18 février. Cela pourra prendre trois mois ou six mois... C'est juré, on pourra parler de tout, de la rémunération du « travail partiel » (préféré à l'horrible chômage partiel), des CDD, des jeunes. On a même quelques « pistes » au choix : suppression de la première tranche d'impôt ou du deuxième tiers provisionnel. Seulement pour « *le bas de la classe moyenne* ». Le bouclier fiscal ? Ne prononcez pas cette grossièreté !

L'éducation, la santé ? Pardon, c'est du fonctionnement, pas de l'investissement...

Deuxième lapin : les contreparties. Il faut relocaliser. En échange, on supprimera donc la taxe professionnelle dès l'an prochain... la principale ressource des collectivités locales... qui réalisent pourtant 80% des investissements publics. Quitte à créer un impôt de remplacement sous la responsabilité des collectivités... dont il faudra bien réduire le nombre...

Le clapier commence à bouillonner mais ce n'est pas fini. Tel le prophète du haut de la montagne, « en vérité je vous le dis, il faut refonder et moraliser le capitalisme ». Oui, oui, on va discuter de la répartition du profit et même des paradis fiscaux. Comme si le MEDEF et les amis du CAC 40 allaient benoîtement ouvrir leurs coffres...

Ceux qui ont défilé le 29 janvier n'ont pas à être déçus. La solution, comme le dit Sarkozy, c'est l'investissement... dans la mobilisation et les luttes, dans la construction d'une alternative.

● DOMINIQUE FAVIER
<http://adsblog.unblog.fr/>

Au terme d'un processus de plusieurs mois, 700 délégués ont décidé la création, ce week-end, du Nouveau parti anticapitaliste. Il se substitue à la Ligue communiste révolutionnaire qui s'est autodissoute ce jeudi. Intégrant de nouveaux militants, il conserve Olivier Besancenot comme porte-parole. Les Communistes unitaires se sont adressés aux délégués au travers de ce texte qui leur a été diffusé.

Chers camarades,

Vous prenez la décision de créer un Nouveau parti anticapitaliste. Nous avons besoin que s'affirme et s'exprime un esprit radical, critique sans concession de l'ordre marchand. Nous partageons avec vous cet état d'esprit. Nous vous souhaitons donc de réussir dans votre entreprise.

Mais parlons franchement aussi de ce qui fait problème entre nous. Non pour figer les désaccords, mais pour les surmonter et trouver des convergences aussi larges que possible. Nous ne vous demandons pas d'être nous. Et l'inverse ne se produira pas. C'est tant mieux, car en cette période où il faut réinventer une alternative au capitalisme, il est utile que le débat soit riche de nos différences. Pour nous, communistes unitaires, l'objectif stratégique reste celui de cesser l'atomisation de la gauche radicale et, à terme, de créer une force politique réunissant tous les courants qui constituent cet espace politique.

Sur quoi, selon nous, devrait porter le débat ?

Quel projet alternatif au capitalisme ?

Réinventer un projet alternatif au capitalisme ne sera pas le fruit d'une seule organisation. Cela partira de la diversité des réponses apportées par tous les acteurs de la transformation sociale

(mouvements sociaux, partis politiques, intellectuels, artistes, élus...). Ce travail est devant nous. Il doit franchir de nouveaux paliers pour articuler les différentes dimensions de la vie, sans accorder une supériorité à l'économico-social sur le reste des enjeux individuels et collectifs. Ces réponses politiques doivent prendre appui sur les alternatives qui se construisent dès maintenant.

La question environnementale commence à être intégrée dans les logiques mêmes de nos réponses. Il faut poursuivre. Il faudra encore réévaluer la question de l'émancipation (émancipation économique mais aussi culturelle, sexuelle, politique...); donner une place première aux luttes pour les libertés individuelles et collectives.

Les alternatives qu'il nous faut inventer doivent avoir la précision des projets portés par les dominants. On ne peut plus se contenter de réponses générales et de principes, parfois encore très étatiques ; on ne peut plus faire l'impasse sur les politiques alternatives à construire aux différents niveaux territoriaux, notamment européens, régionaux et locaux.

Cesser l'atomisation de la gauche radicale et, à terme, créer une force politique réunissant tous les courants qui constituent cet espace politique.

C'est aussi dans l'exercice subversif des responsabilités que peuvent se comprendre les mécanismes du capitalisme et se construire des réponses adaptées, opérantes.

Ya-t-il deux gauches irréductibles l'une à l'autre ?

Nous ne le pensons pas. La gauche française est historiquement plurielle. Dans cette pluralité, la question centrale est, à chaque moment, de savoir qui donne le ton à gauche. Pendant quelques décennies, c'est le courant radical qui l'a fait, autour du PCF. Depuis trente ans, c'est le courant d'adaptation au capitalisme qui le fait autour du PS. L'objectif n'est donc pas d'opposer, bloc contre bloc, une gauche à une autre : c'est de créer

les conditions pour que, à gauche, ce soient les perspectives de transformation qui agrègent le plus de forces possibles. Non pas se replier sur un bloc, mais faire bouger les lignes entre les blocs, dans le sens de la rupture avec le capital. S'enfermer dans l'idée des deux gauches c'est renoncer à peser sur toute la gauche et s'em-

pêcher de transformer la réalité. C'est pousser au vote socialiste tous ceux qui veulent des changements politiques dès maintenant. Au final, cette affirmation des deux gauches laisse l'hégémonie au courant de l'adaptation au capital.

Il n'y a pas d'avenir dans une conscience politique dénonciatrice. Il faut proposer une alternative crédible pour ici et maintenant et ne pas délaissier l'exercice des responsabilités. Il faut en réunir les conditions politiques : que la gauche de gauche retrouve sa force pour peser sur toute la gauche.

Dans cet esprit, nous apprécions votre proposition de « front politique durable ». Nous sommes d'accord pour penser qu'il ne peut y avoir de « bon coup électoral » sans lendemain. Ce front politique suppose de vérifier nos plages d'accord, en particulier que nous ne confondons pas la gauche et la droite et que dans tous les cas nous nous désistons au second tour pour les forces de gauche en tête. Cet accord suppose aussi davantage de confiance réciproque. Il faudra surmonter les ressentiments du passé, s'habituer à travailler ensemble... Dès les élections européennes, nous pouvons commencer à faire « front politique ». La durabilité de ce front dépendra, nous le savons tous, de sa dynamique et de ses succès. Nous sommes prêts, nous y croyons. Nous vous attendons.

Faut-il renoncer à tout accord avec les socialistes ? Vous faites de cette question un préalable. Dans votre résolution sur les Européennes, vous

écrivez : « *Nous réaffirmerons notre indépendance par rapport aux partis "sociaux-démocrates" et à leurs alliés parce qu'ils accompagnent ou mettent en œuvre les orientations du patronat.* » Nous ne faisons pas semblant de ne pas nous sentir visés par une telle déclaration. Oui, nous pensons

utiles que des villes, des départements aient à leur tête des élus communistes. Élus à la majorité, ils le sont avec des socialistes, des Verts, des citoyens. Dans ces territoires se construisent des solidarités et se conforte l'esprit de résistance et d'alternative. Qu'aurions-nous à gagner à désertir ces lieux et à les laisser aux mains du seul PS ? Cela ne vous paraît-il pas un peu incohérent ? Le mouvement social lui-même a besoin d'élus à ses côtés.

C'est aussi dans l'exercice subversif des responsabilités que peuvent se comprendre les mécanismes du capitalisme et se construire des réponses adaptées, opérantes.

Est-ce à dire que nous sommes partants pour une nouvelle alliance gouvernementale ? Quelles leçons tirons-nous des participations communistes à des gouvernements socialistes ? La participation gouvernementale ne peut s'envisager que dans le cadre d'un autre rapport de force, avec un renforcement du pôle radical. Cela suppose aussi un autre exercice du pouvoir : une nouvelle articulation doit se faire entre mouvements sociaux et politique ; la démocratie doit être élargie.

La forme parti est-elle encore la plus pertinente ? Vous faites le choix de créer un parti. Nous ne faisons pas celui-là. A la fin du XIX^e siècle et au cours du XX^e siècle, les partis ont permis l'accès du peuple à l'espace politique interdit ; ils ont contribué à un élargissement de la démocratie. Ils ont été le lieu de la permanence et de l'organisation des luttes. Mais aujourd'hui, ils sont tous en crise. Du PCF à l'UMP en passant par le PS. Leur mode de fonctionnement centralisé, leur polarisation institutionnelle en font des lieux peu créatifs, coupés de larges pans de la société.

Il faut retrouver dans les conditions d'aujourd'hui, avec un peuple divers, les conditions de l'efficacité qui fut, autrefois, celle des partis. Pour cela, nous pensons crucial d'inventer une nouvelle forme politique qui reconstruise ses rapports avec les mouvements sociaux, les intellectuels, la jeunesse, les habitants des quartiers populaires, etc.

Nous ne nous réjouissons pas de la démultiplication des lieux séparés à la gauche de la gauche. Nous croyons davantage au mélange des cultures qu'aux cultures en bocage. Inventer un lieu politique qui accepte et même promeut la diversité en son sein nous paraît autrement propulsif et efficace.

Bon congrès et à très bientôt.

Association des communistes unitaires.

www.communistesunitaires.net

L'Association des communistes unitaires publie chaque semaine un journal en ligne, *Cerises*. Il peut vous être adressé sur simple demande sur www.communistesunitaires.net ou contact.cerises@gmail.com

Cerises est édité par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de *Cerises* : Michèle Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Arnaud Viviant
Avec la collaboration d'Amandine Mathivet et Christophe Nouhaud

Universitas Calamitatum (suite)

Une université considérée comme une marchandise et volontiers soumise à la libre concurrence, des présidents d'université managers – voire patrons d'entreprises – et des profs de futurs employés licenciable à souhait. Voilà en quelques traits le pourquoi de la lutte contre la loi Pécresse.

Près de 50 000 universitaires, chercheurs, étudiants étaient en grève ce jeudi 5 février. Un mouvement qui s'amplifie en associant aux enseignants-chercheurs, jeunes doctorants et docteurs touchés par la précarité, étudiants.

Ce mouvement inégalé dans l'enseignement supérieur tiendrait, selon Valérie Pécresse, à ce que les personnels des établissements d'enseignement et de recherche, du CNRS ont besoin d'être éclairés, rassurés sur l'application d'un décret, texte difficile à comprendre ! Autrement dit les personnels sont des crétins, dont la pédagogie gouvernementale entend venir à bout grâce au leurre d'une « charte de bonne

conduite » de ce texte. Au même moment, à Strasbourg où discourait Valérie Pécresse, les CRS chargeaient les manifestants, tandis qu'à Rennes, où les manifestants se rassemblaient sur l'esplanade de la gare, les CRS contrôlaient les billets des voyageurs à l'entrée de la gare !

Le même jour, Sarkozy, par son populisme, a tenté de briser le courant de soutien qui s'élargit dans la population, en présentant les mouvements en cours comme ne portant que sur les statuts des personnels.

Or si le mouvement a une telle ampleur, c'est que les personnels ont bien compris qu'il s'agit, avec ce décret, avec le dispositif Darcos-Pécresse, d'une remise en cause de fond de la formation et

de la recherche : ils rejettent la dérégulation statutaire et les attaques contre la formation des enseignants et les concours, exigent l'annulation des 1030 suppressions d'emplois et refusent le démantèlement des organismes de recherche.

Car il s'agit bien d'un ensemble cohérent de textes et de dispositifs gouvernementaux qui s'inscrivent dans la volonté politique de déconstruire les outils publics de formation et de recherche, au cœur du développement de la société. Ces attaques systématiques rejoignent celles qui visent la poste, la santé etc.

C'est ce contre quoi s'élèvent les syndicats, les associations et collectifs, les « inorganisés ». Ils se retrouveront mardi 10 février pour une manifestation nationale à Paris.

Bernard Floris nous autorise à reproduire dans nos colonnes le communiqué de l'appel des Appels. Le voici :

L'Appel des appels rencontre un immense succès. C'est un fait. Et un signe. Celui de la nécessité actuelle de parole, de partage et de mobilisation. La Journée du 31 janvier, au «centquatre» rue d'Aubervilliers, a été à la hauteur de ce besoin et de cette mobilisation. Plus de 1000 inscrits, une série de communications courtes réparties sur huit secteurs (information, culture, justice, médico-social, éducation, recherche et université, hôpital et soin «somatique», soin psychique et santé mentale), d'innombrables témoignages individuels et institutionnels venus de toutes parts, et, au-delà, l'expression d'un même malaise : celui de citoyens atteints dans leur identité et leurs exercices professionnels par une «politique de civilisation» lapidant l'héritage de notre démocratie – les valeurs des Lumières autant que celles du Comité National de la Résistance. Un lien social est maintenant à refonder, loin des dispositifs de normalisation et des faux prétextes du chiffre et de l'efficacité, un lien social refusant la «servitude volontaire» et ses conséquences assurées : voilà ce dont chacun a pu convenir, quel que soit son ancrage social et professionnel propre. À la mesure du succès de cette Journée, à la mesure de l'enthousiasme et des espoirs qu'elle a su catalyser, sont à présent les risques de déceptions. Pour en avoir

pleinement conscience, et bien y mesurer la responsabilité qu'ils y ont pris, les initiateurs de l'Appel des appels souhaitent maintenant que celui-ci se constitue en collectif susceptible de rassembler, de mutualiser et de donner écho aux manifestations de résistance qui se développent, ici et là, contre la normalisation sociale. À partir de là, ils entendent :

- poursuivre la mobilisation citoyenne, permise par le recueil des signatures (62 000 signataires à l'heure où nous écrivons), et porter plus avant dans l'opinion publique le débat éthique sur lequel elle se fonde ;
- soutenir la création de Comités Locaux d'échanges, de réflexions et d'actions transversales aux secteurs socio-professionnels qui se sont exprimés le 31 janvier ;
- réorganiser progressivement le site de l'Appel des appels afin d'en faire tout autant une base de données et de témoignages qu'un lieu d'échanges et de dialogues (forum) ;
- programmer, enfin, une nouvelle journée de rencontre, de travail et de partage des expériences, le 21 mars 2009.

Le lieu et le programme de celle-ci vous en seront bien sûr communiqués ultérieurement.



D'ici ou d'ailleurs...

Cette année le Forum Social mondial s'est déroulé à Belem au Brésil. Il a réuni 100 000 militants syndicalistes, étudiants, membres d'organisations non gouvernementales, pacifistes, qui ont réfléchi, plus particulièrement à la défense de l'environnement et de l'Amazonie. Le thème de la défense des terres dans un contexte de mondialisation économique, culturelle et d'accroissement des flux migratoires est également au cœur de l'exposition de Raymond Depardon et Paul Virilio. Actuellement à la Fondation Cartier, *Terre natale, Ailleurs commence ici*, repose sur la rencontre de ces deux auteurs, l'un photographe et cinéaste, qui aime travailler sur les questions de l'enracinement, du monde des paysans, et l'autre, philosophe et urbaniste, spécialiste des flux migratoires, de tout ce qui relève du déracinement. A travers des images et des entretiens, l'exposition nous fait voyager dans les quatre coins du monde et nous amène à réfléchir sur le thème de la préservation des identités dans un contexte de migration internationale. Raymond Depardon nous montre comment en Amérique latine (Quechua, Chipaya...), en Afrique (Éthiopiens) mais aussi en France (Bretons et Lozériens), des personnes, trop peu entendues, tentent de préserver difficilement leur terre, leur langue et ainsi résistent, pour la plupart dans l'isolement, aux avancées de la mondialisation économique et culturelle et aux dommages écologiques. Le cinéaste fait le choix de leur donner la parole et filme de façon figée et frontale ces personnes trop souvent oubliées et abandonnées qui défendent leurs origines. Si Raymond Depardon rend compte d'une disparition de l'enracinement rural, Paul Virilio, quant à lui, nous fait part, via des vidéos et des données chiffrées, d'un déracinement urbain. Ce dernier montre comment l'explosion des flux migratoires vient bousculer et remettre en cause la notion même de sédentarité. C'est davantage de mobilité, d'exode, d'urbanisme dont il est question dans cette partie de l'exposition. *Terre natale, Ici commence ailleurs*, est conçue comme une confrontation, un dialogue entre ces deux regards posés sur le monde actuel. Que ce soit du côté de l'attachement à la terre, de la préservation des identités rurales ou paysannes, ou du côté de la migration, des phénomènes de métropolisation, les deux auteurs mettent au cœur de leur démonstration les désastres écologiques et environnementaux qui menacent nos territoires.

● A.M.

Raymond Depardon, Paul Virilio, *Terre natale, Ailleurs commence ici*, jusqu'au 15 mars à la Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, 75014.

Succès de l'Appel des appels (suite).

La salle du 104 rue d'Aubervilliers, à Paris, était pleine à craquer samedi 31 janvier pour une journée dédiée à la convergence des mobilisations sociales et politiques, tandis que le nombre de signataires de l'appel dépasse les 65 000 sur www.appeldesappels.org. Le communiqué paru à l'issue de la réunion évoque les «*innombrables témoignages individuels et institutionnels venus de toutes parts*» et «*l'expression d'un même malaise : celui de citoyens atteints dans leur identité et leurs exercices professionnels par une "politique de civilisation" dilapidant l'héritage de notre démocratie – les valeurs des Lumières autant que celles du Comité National de la Résistance*». Il souligne : «*Un lien social est maintenant à refonder, loin des dispositifs de normalisation et des faux prétextes du chiffre et de l'efficacité, un lien social refusant la "servitude volontaire" et ses conséquences assurées : voilà ce dont chacun a pu convenir, quel que soit son ancrage social et professionnel propre*». Un collectif est maintenant constitué pour rassembler, mutualiser et donner écho aux manifestations de résistance contre la normalisation sociale, avec la volonté de création de «comités locaux d'échanges, de réflexions et d'actions transversales aux secteurs socio-professionnels» et se doter d'outils d'échange et de dialogue. Enfin, une nouvelle journée de rencontre, de travail et de partage des expériences est prévue le 21 mars prochain.

Déclaration unitaire (I). Une nouvelle déclaration unitaire des «partis et organisations de gauche» a été rendue publique mardi 3 février, dans la continuité de celle en soutien à la journée de mobilisation du 29 janvier. Extraits : «*Contrairement à ce que vient d'affirmer le Premier ministre, la journée du 29 janvier porte clairement la demande d'un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi, des services publics. Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne peuvent se dérober à ces exi-*

gences et ignorer les grands axes avancés dans la plate-forme syndicale unitaire. Plus largement, un très grand débat public est nécessaire dans le pays sur les mesures alternatives aux choix politiques actuels (...)» Puis le texte énonce une série d'exigences face aux réformes en cours et dénonce les atteintes aux libertés publiques et syndicales. Un nouveau rendez-vous est prévu après l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy et la réunion des organisations syndicales prévue le 9 février. La liste des signataires comprend les Alternatifs, la Coordination nationale des collectifs unitaires (CNCU), Lutte ouvrière, le MRC, le NPA, le PCF, le PCOF, le Parti de gauche, le PS, Alternative Démocratie Socialisme (ADS) et Alter-Ekolo.

Déclaration unitaire (II). L'Association des communistes unitaires (ACU) avait donné son accord pour la signature de la nouvelle déclaration unitaire des partis et organisations de gauche. Comme celle d'Utopia, mouvement écologiste, qui vient par ailleurs de se joindre à la Fédération, sa signature n'a pas été «retenue». C'est une première, et pourvu que ce soit une dernière.

Déclaration unitaire (III). La Fédération n'a pas non plus eu le droit d'être citée parmi les signataires de la déclaration unitaire.

Question – dérapage. Dans l'Humanité du 4 février, question posée au politologue Denis Pingaud concernant Olivier Besancenot : «*Peut-on vraiment parler d'un nouveau phénomène Le Pen ?*» Réponse, en forme de recadrage de la question : «*La droite essaie de faire d'Olivier Besancenot ce que François Mitterrand avait réussi à faire de Le Pen dans les années 1980 pour diminuer l'influence de la droite. Mais le parallèle n'est pas valide pour une raison essentielle : l'électorat de Besancenot n'est pas celui de Le Pen (...)*» Question de Cerises : est-ce que toutes les questions à la con sont permises pour descendre le facteur du NPA ?